LES MORTS ET LES COMBATTANTS DE LA GRANDE GUERRE
1914-1918

LIVRE D'OR
DU
VILLARS

EXTRAIT DU **Livre d'Or du canton de Tournus**

PUBLIÉ SOUS LE PATRONAGE
de la Société des Amis des Arts et des Sciences de Tournus,

PAR

M. CHARLES DARD, *Médaille militaire et croix de guerre*

MACON
PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS
1920

LE VILLARS

HISTORIQUE

Mobilisation. — Dès le jeudi 30 juillet 1914, les deux postes de G. V. C. préposés à la garde de la ligne de chemin de fer sur le territoire de la commune du Villars, occupèrent l'un la ferme Mornay, l'autre les dépendances de la maison Lamain, à La Roche-Maillard.

Leur installation ne provoqua guère l'inquiétude des habitants, qui, faute de loisirs, lisent peu les journaux à cette époque de l'année. Leur robuste bon sens se refusait d'ailleurs à croire à l'imminence du fléau.

Comme à l'ordinaire, on plaisanta cette « armée du cabas » que l'on avait vue à l'œuvre à maintes reprises déjà, et qui, recrutée en majeure partie parmi les cultivateurs vignerons de la région, tous bons vivants, était restée plus fameuse par ses beuveries que par sa discipline. Hâtons-nous d'ajouter que la tenue et le service de ces vigilants gardiens furent sans reproche dès le premier jour, car, selon l'expression de l'un d'eux, « cette fois, c'était sérieux ».

C'était sérieux en effet. L'ordre de mobilisation, qui parvint au Villars le samedi 1er août vers 4 heures du soir, causa un véritable mouvement de stupeur. Mais cet abattement dura peu et les groupes, commentant la nouvelle, furent vite dispersés. Chacun, après un rapide coup d'œil au livret militaire, s'employa en toute hâte à terminer les travaux les plus urgents : les moissons étaient à peine achevées et les battages allaient commencer.

Pas de cris, pas d'enthousiasme belliqueux : des allées et venues un peu plus nombreuses dans les rues du village. Mais pas de découragement stérile non plus : la résignation propre à tous les paysans de France qui, au plus fort de l'orage, songent au travail réparateur du

lendemain. Personne, en effet, qui ne crût à une guerre courte et victorieuse.

Les premiers départs se firent silencieusement, en singulier contraste avec l'animation et le bruit qui accompagnaient l'exode des villes. Dès le mardi 4 août, trente jeunes hommes déjà manquaient aux champs. Dix jours plus tard, quinze autres avaient suivi, soit plus du tiers de la population masculine.

A la mairie, où les circulaires et les ordres parvenaient sans relâche, M. Goyot maire, privé de son secrétaire mais aidé de M. Claude Richy et entouré de quelques dévoués Conseillers municipaux, assumait la lourde tâche d'installer et de nourrir les G. V. C., de ravitailler et loger les nombreux convois militaires, hommes et chevaux, qui cantonnèrent au Villars en raison de la situation de cette commune sur la grand' route de Lyon à Paris. Les ressources en fourrage et avoine furent vite épuisées et l'on dut faire appel aux communes voisines, notamment à Farges, pour rassembler la nourriture des quelque cinq cents chevaux qui traversèrent le village en août et septembre.

Puis ce fut l'arrivée des réfugiés d'Épinal, au nombre de 28, population mélangée et souvent récriminante qu'il fallait nourrir et loger pour 57 centimes par jour ! Heureusement, l'aide des habitants ne fit pas défaut à ces malheureux qui reçurent la literie, les ustensiles, le vin et les vivres en abondance. Et lorsque la générosité publique fut épuisée, il resta à la colonie un officier gestionnaire modèle en la personne de Mme Borreau, institutrice au Villars, dont le dévouement ne se ralentit ni ne se démentit tant qu'il resta un seul réfugié dans la commune.

Mais peu habitués aux travaux des champs, tous ces citadins ne furent d'aucun secours pour nos fermes privées de leurs bras les plus vigoureux ; seules, quelques femmes aidèrent à la vendange. En revanche, les G. V. C. s'employèrent activement, en dehors de leurs heures de faction, à suppléer les absents ; jusqu'à la dislocation des postes en 1916, leur aide fut des plus précieuses.

En dépit de leurs efforts et de ceux des femmes, des enfants et des vieillards, les surfaces ensemencées vont en décroissant chaque année pendant la guerre, et le rendement surtout se ressent de l'absence des cultivateurs expérimentés. En 1916 et 1917, l'herbe se fait de plus en plus envahissante, les « chaintres » (contours ou extrémités des

champs) sont négligées, les friches font dans la campagne des taches chaque jour plus nombreuses. Les femmes luttent encore avec une persévérance digne des plus grands éloges, mais leurs efforts sont moins productifs, et d'autre part le profit modique, mais assuré, des allocations militaires, permet un ralentissement de leur activité.

Aussi est-ce à cette période (hiver 1916-1917) que correspond peut-être la situation la plus défavorable de la commune quant à la production. Les remises sont vides de fourrage et de grain, les étables appauvries par la réquisition et les ventes, les surfaces emblavées en céréales sont réduites d'un tiers.

C'est alors qu'intervinrent quelques mesures heureuses. Tout d'abord les permissions agricoles plus longues et plus nombreuses, les détachements à la terre, les sursis et l'organisation méthodique de leur main-d'œuvre (M. Nicot, du Villars, fut nommé inspecteur cantonal), et surtout l'augmentation régulièrement croissante du prix de vente des denrées agricoles, qui vint stimuler les producteurs en les récompensant enfin du travail pénible qui est le leur.

En janvier 1917, sur l'initiative du comité agricole (M. Goyot, Maire, Président, MM. Bouillon Ph., vice-Président, C. Richy, secrétaire-trésorier, Nicot délégué, Perret et Joly, membres), la commune obtient l'envoi d'un détachement de dix P. G. et deux gardiens. Installés à la ferme vacante Richy-Perroux, ces hommes furent répartis chaque semaine avec le soin le plus impartial. Leur travail fut en général satisfaisant et eut bien vite raison de l'hostilité que leur venue avait soulevée chez quelques-uns. Il faut reconnaître que les P. G. ont fourni au Villars une main-d'œuvre à bon marché et productive, et féliciter les membres du comité agricole de leur action persévérante. Ceux-ci ont, en dépit des résistances et des froissements inévitables, géré habilement le groupe des P. G. et concouru au relèvement de la production communale.

Œuvre du conseil municipal. — Le Conseil municipal, tout en poursuivant son travail courant d'administration, fut appelé à résoudre de nombreuses difficultés dues à l'insuffisance des ressources et aux charges qui incombèrent à la Commune. Afin de faire face aux premières dépenses que l'Intendance fut longue à rembourser, il

obtint de l'autorité préfectorale (séance du 16 août 1914) que les fonds de vicinalité fussent mis à sa disposition pour les avances d'entretien des G. V. C. Dans la suite, il accueillit favorablement les demandes de subvention que lui adressèrent différentes organisations communales, que l'état de guerre mettait en situation embarrassée. C'est ainsi que la coopérative de boulangerie, fondée en 1917 à l'un des moments difficiles du ravitaillement, obtint deux subventions importantes. Les « journées » et les souscriptions nombreuses furent également organisées par ses soins, et ses membres se partagèrent souvent la tâche ingrate de visiter les souscripteurs.

En 1915, afin de parer au manque de combustible, qui — déjà ! — commençait à se faire sentir, le Conseil municipal avait décidé d'abattre une coupe d'affouage supplémentaire. Les affouages des mobilisés avaient été façonnés aux frais de la collectivité, et un certain nombre de « portions » attribuées aux réfugiés ayant un foyer particulier.

Il n'a pas négligé non plus de souscrire pour près de 10.000 fr. au premier emprunt de la défense nationale, augmentant ainsi notablement les ressources budgétaires tout en contribuant à l'effort patriotique du pays tout entier.

Et son œuvre d'assistance ne fut pas moins large : toutes les demandes déposées pendant la guerre, vieillards, familles nombreuses, femmes en couches, ont reçu satisfaction.

Mais les questions qui, dès le mois de mai 1916, revinrent le plus fréquemment à l'ordre du jour furent celles du ravitaillement de la population en charbon d'abord, en sucre et en pétrole ensuite, puis, en 1917, en pain. Grâce aux demandes réitérées, aux démarches auprès des autorités civiles provoquées par le sentiment exact des besoins, la commune qui, en année moyenne, exporte plus de la moitié de ses produits agricoles, put obtenir en retour les denrées nécessaires à sa vie normale. Le Conseil municipal sut élever à temps de justes protestations contre les taxations abusives ou les répartitions insuffisantes. Le vœu qu'il émit en particulier contre le taux de réquisition des vins en 1917, vœu qui fut transmis à nos représentants au Parlement, fut en partie adopté et un nouveau régime fut appliqué à la région.

La carte de pain ne fut pas établie au Villars, comme dans certaines villes de France, dès janvier 1917. Mais, à partir de cette date, le

Conseil municipal se réunit mensuellement pour fixer la ration journalière des habitants. Cette ration fut modifiée dans la suite d'après les attributions du Ravitaillement, en parfait accord avec la commission administrative de la coopérative de boulangerie, qui connut elle aussi, à cette époque, des séances très longues et parfois orageuses. Ajoutons enfin que le Conseil municipal du Villars, dont un des membres, M. Charles Mathey, adjoint au Maire, était tombé au champ d'honneur dès le début des hostilités, fut un des premiers à rendre à nos morts glorieux l'hommage que leur doit la foule reconnaissante. L'érection d'un monument fut décidée en principe à la session de novembre 1916 ; l'emplacement en fut fixé au cimetière le 28 octobre 1917 et peu après, par les soins de M. Bédet, sculpteur à Tournus, s'élevait au milieu des tombes l'impérissable témoin de l'héroïque sacrifice consenti par les Enfants du Villars.

Cultures. — Comme nous venons de le dire, les terres ensemencées en céréales au Villars n'ont fait que décroître en étendue pendant la guerre. Évaluées à 110 hectares en 1914, les surfaces emblavées ne comptent plus que 85 hectares en 1917, et 75 seulement en 1918, malgré le relèvement considérable du prix des grains. Il est vrai que les ensemencements de cette dernière année se sont faits dans les conditions les plus défavorables et qu'aucun blé de printemps n'a pu être confié au sol par suite des pluies diluviennes des premiers mois de 1918. Néanmoins il est assez curieux de noter que la hausse des céréales a eu sur les surfaces ensemencées le résultat opposé à celui qu'en attendait le législateur.

Sur les chiffres précités, le blé compte à lui seul pour 90 hectares en 1914 et 56 en 1918. Les rendements, très inférieurs à la moyenne (12 quintaux à l'hectare) en 1915 et 16, ont été plus faibles encore en 1917 (9 quintaux seulement), mais se sont notablement relevés en 1918 (16 quintaux à l'hectare).

Les prairies, et plus particulièrement les embouches, ont, par suite de la raréfaction de la main-d'œuvre, pris généralement la place des céréales. Leur étendue totale est passée de 100 hectares en 1914 à 135 en 1918. La plupart des terrains un peu humides des Belouzes, du Souchet, des Mouilles, etc. sont devenus des pâturages.

Cela explique en partie le maintien au complet, ou à peu près, du cheptel du Villars pendant la guerre. Sauf en ce qui concerne les bœufs d'attelage, dont il ne reste guère que 12 à 15 paires contre 25 en 1914, le nombre des têtes de bétail n'a pas diminué. On constaterait plutôt, au dernier recensement, une augmentation du troupeau communal. Le nombre des chevaux est, lui aussi, plus élevé qu'en 1914. Les terres cultivées se prêtant presque partout à son emploi, non seulement les têtes réquisitionnées ont été remplacées, mais plusieurs fermes qui n'en possédaient pas, ont adjoint un cheval à leur exploitation.

Quant au vignoble, il a subi du fait de la période difficile traversée, une réduction notable. En 1918, il ne reste plus que 36 hectares de vignes en rapport, alors qu'on en comptait 47 hectares en 1914. Mais n'ont été sacrifiées que celles qui, jusqu'à cette date, avaient été négligées et dont le rendement était pour ainsi dire nul. Celles qui subsistent, mieux soignées, ont donné un bien meilleur rendement : 1.100 hectolitres en 1918. Est-il besoin d'ajouter que les cours des vins, tels qu'ils sont pratiqués aujourd'hui, rémunèrent largement le vigneron de ses peines ? Signalons, en passant, la tendance — désastreuse pour le bon renom de la région — à substituer des plants directs, très productifs, aux plants bourguignons qui, depuis de longues années, ont assuré la réputation des coteaux tournusiens.

En résumé, la guerre, en restreignant le nombre des travailleurs de la terre, n'a fait qu'accentuer au Villars la transformation agricole que la désertion des campagnes avait amorcée. Les cultures sarclées et la vigne qui demandent une main-d'œuvre abondante, ont été décroissant alors que les bois et les pâturages se sont étendus. Aujourd'hui, ce n'est que par la généralisation des méthodes rationnelles, l'emploi des machines agricoles, la coopération dans le travail des champs, qu'il sera possible de relever les rendements et de réaliser la culture « intensive » que la richesse de notre sol pourrait permettre à tous nos cultivateurs plus expérimentés.

Réquisitions. — Elles ont été modérées en général quant aux quantités, sauf en ce qui concerne le fourrage et la paille ; ces denrées sont toujours déficitaires au Villars qui achète le complément aux

autres communes. C'est pourquoi les prélèvements demandés (50 quintaux et 30 quintaux en 1917 par exemple) auraient troublé assez sérieusement les exploitations agricoles si la commission de réquisition communale (M. Goyot, président, MM. Bouillon Ph., Fraquet et Brouillard, membres) n'avait procédé à une répartition minutieuse et demandé à tous une contribution, si minime fût-elle, en proportion de l'étendue cultivée. Le bétail prélevé (20 à 30 têtes par an) fut en grande partie fourni par M. Bay, éleveur, ce qui dispensa souvent la Commission d'intervenir dans les étables de la commune.

Quant aux prix pratiqués par l'Intendance, ils furent presque toujours sans rapport avec ceux du commerce et donnèrent lieu, comme en beaucoup d'endroits, à des récriminations amères. Ils ont rendu plus difficiles les réquisitions elle-mêmes qui apparurent au producteur des champs comme un sacrifice onéreux que n'ont pas partagé bon nombre de fournisseurs des villes. Retenons cependant qu'aucun incident sérieux ne fut soulevé.

TOMBÉS AU CHAMP D'HONNEUR

BOUILLON ÉMILE, né le 20 août 1888, cultivateur, soldat au 10e Régiment d'Infanterie, décédé le 9 mai 1915 à Void (Meuse).

BRETON FRANÇOIS, né le 12 novembre 1888, cultivateur, soldat au 48e Régiment d'Artillerie, tué le 22 septembre 1917 à Minaucourt (Marne).

CARTIER MAXIME, né le 5 octobre 1878, cultivateur, soldat au 153e Régiment d'Infanterie, blessé et prisonnier, décédé antérieurement au 29 décembre 1914 à Poelkapelle (Belgique).

CHANAY JEAN-MARIE, né le 30 août 1878, industriel, lieutenant au 227e Régiment d'Infanterie, décédé le 21 août 1914 à Dolving, près Sarrebourg.

CLET PAUL, né le 12 mars 1888, tonnelier, sergent au 10e Régiment d'Infanterie, tué le 18 août 1918 au combat du bois de la Montagne, près de Tracy-le-Val (Oise).

CORLIN JEAN-BAPTISTE, né le 24 juin 1892, cultivateur, soldat au 54e Régiment d'Infanterie Coloniale, décédé le 4 mai 1917 à Yven (Serbie).

CORTOT CLAUDE, né le 19 mars 1871, instituteur, maréchal des logis au 48e d'Artillerie, décédé le 12 mars 1916 au Creusot (Saône-et-Loire).

DUPONT EUGÈNE, né le 28 février 1890, cultivateur, soldat au 27e Régiment d'Infanterie, décédé le 22 avril 1915 à Commercy (Meuse).

FAILLE EUGÈNE, né le 13 avril 1885, journalier, soldat au 10e Régiment d'Infanterie, tué le 18 août 1918 au bois de la Montagne (Oise).

FRAQUET PIERRE, né le 27 février 1877, tonnelier à Montmédy, fusillé par les Allemands à Montmédy (Meuse) le 20 septembre 1914, pour avoir ramassé (soi-disant) des balles perdues.

GUILLEMAUD PIERRE, né le 24 août 1885, soldat au 134e Régiment d'Infanterie, mort pour la France le 25 octobre 1914 à la forêt d'Apremont (Meuse).

JACQUET VICTOR, né le 4 juin 1877, adjudant au 153e Régiment d'Infanterie, mort pour la France le 6 novembre 1914 à Kemmel (Belgique).

JOURDAN EDMOND-ALBERT-FÉLIX, né le 21 janvier 1884, officier de carrière, lieutenant aérostier, tué le 24 août 1914 à bord du dirigeable « Dupuys de l'Hôme » à Reims (Marne).

MARTIN ÉTIENNE, né le 2 juillet 1884, garçon d'hôtel, soldat au 134e Régiment d'Infanterie, inhumé dans la tranchée Rougenbach (?).

MARY PIERRE-HENRI, né le 30 mars 1889, ajusteur, soldat au 11e Régiment du Génie, tué le 25 septembre 1915 à Aix-Noulette (Pas-de-Calais).

PRAVAZ LOUIS-LÉON-JEAN, né le 27 avril 1880, officier de carrière, capitaine au 2e Bataillon de Tirailleurs d'Algérie, décédé le 13 octobre 1914 à Sillery-le-Petit (Marne).

RICHY MAURICE, né le 3 février 1888, cultivateur, caporal au 256e Régiment d'Infanterie, décédé le 6 juillet 1916 à Beaumont (Marne).

VOIRE CLAUDE, né le 5 janvier 1896, sculpteur sur bois, soldat au 43e Régiment d'Infanterie Coloniale, tué le 5 décembre 1915, à Beaulieu (Aisne).

Disparus.

CAVET Émile, né le 27 mars 1895, cultivateur, soldat au 120e Bataillon de Chasseurs à pied, disparu le 27 juillet 1915 au Lingekopf (Alsace).

CHAMBÉRY Louis-Auguste, né le 19 janvier 1889, cultivateur, soldat au 42e Régiment d'Infanterie, disparu le 25 septembre 1915, à Souain (Marne).

CORLIN Claudius, né le 5 mars 1895, cultivateur, soldat au 12e Régiment d'Infanterie, disparu le 11 juin 1918 à Chevincourt (Oise).

GROISON Joseph, né le 30 décembre 1888, cultivateur, soldat au 15e Bataillon de Chasseurs.

GUILLEMAUD Pierre, né le 4 novembre 1880, cultivateur, soldat au 134e Régiment d'Infanterie, disparu le 25 octobre 1914 dans la forêt d'Apremont (Meuse).

JACQUET Jean-Marie, né le 24 juillet 1891, cultivateur, soldat au 1er Régiment de Zouaves, disparu le 20 septembre 1914 à Bailly (Oise).

JACQUET Victor, né le 4 juin 1877, ancien légionnaire, adjudant au 153e Régiment d'Infanterie, disparu le 6 novembre 1914 à Kemmel (Belgique).

MATHEY Charles, né le 6 février 1882, cultivateur, soldat au 134e Régiment d'Infanterie, disparu le 25 octobre 1914 dans la forêt d'Apremont (Meuse).

DÉCORATIONS ET CITATIONS

BRETON Claude, né le 5 octobre 1893, cultivateur, soldat au 1er Régiment d'Artillerie.

Ordre de la Brigade, le 22 août 1916. « Soldat brave et dévoué. Désigné comme coureur pendant l'attaque du 18 août 1916, et les jours précédents, a assuré la liaison d'une manière parfaite sous un violent bombardement. »

BRETON François, né le 12 novembre 1888, cultivateur, soldat au 48e Régiment d'Artillerie.

Ordre de la Division, le 22 septembre 1917. « Canonnier conducteur ayant fait preuve depuis le début de la campagne d'une bravoure et d'un dévouement à toute épreuve. Blessé mortellement le 22 septembre 1917 au cours d'un tir de barrage pendant que la batterie était soumise à un violent bombardement. »

BRETON Jean, né le 13 novembre 1891, cultivateur, soldat au 1er Régiment d'Artillerie.

Ordre du Régiment, le 27 septembre 1918. « Agent de liaison de la batterie depuis le début de la campagne ; n'a cessé d'assurer son service avec bravoure, particulièrement pendant la première quinzaine d'août 1918. S'était déjà fait remarquer à Verdun (1916) et en Champagne. »

CARDON Joseph, né le 28 septembre 1892, ajusteur, soldat au 106e Régiment d'artillerie lourde.

Ordre du corps d'Armée le 16 décembre 1918. « Observateur

et téléphoniste depuis 1914. S'est toujours distingué par son courage et un mépris absolu du danger. Le 2 mai 1917, près de Lœuilly, lors d'un bombardement violent tuant à ses côtés quatre de ses camarades, a néanmoins continué à assurer le service de l'observatoire et à renseigner le commandement d'une façon parfaite. »

CAVET Émile, né le 27 mars 1895, cultivateur, soldat au 120e Bataillon de Chasseurs à pied.

Ordre de l'Armée, le 28 août 1915. « A pris part aux attaques du Schwatzmaennelle, au Lingekopf, en juillet 1915, avec le 120e Bataillon de Chasseurs qui fut cité à l'Ordre de l'Armée.

« S'est emparé d'une position formidablement organisée et, malgré des pertes considérables, s'y est maintenu pendant 8 jours, supportant un bombardement d'une intensité exceptionnelle et repoussant toutes les attaques ennemies. »

CLET Paul, né le 12 mars 1888, cultivateur, sergent au 10e Régiment d'Infanterie.

Ordre de la Brigade, le 20 août 1918. « Très bon sous-officier, d'un dévouement sans égal ; au cours de l'attaque du 18 août, a entraîné sa section à l'assaut d'un nid de résistance. Blessé mortellement en accomplissant sa mission. »

COLLIN Pierre, né le 27 octobre 1895, ouvrier d'usine, soldat au 34e Régiment d'Infanterie.

Ordre du Corps d'Armée. « Le 19 octobre 1918, au cours d'un assaut contre des positions solidement tenues, la progression de la section étant momentanément arrêtée par un groupe ennemi d'une dizaine d'hommes, s'est résolument porté sur ce groupe, a blessé deux adversaires et obligé les autres à se rendre. »

CORLIN Claudius, né le 5 mars 1895, cultivateur, soldat au 133e Régiment d'Infanterie.

Ordre du Régiment, le 16 juin 1916. « Soldat très courageux. Le 6 mai 1916, son chef de section ayant été blessé dans un boyau à peine ébauché et très exposé, s'est glissé jusqu'à lui à plat ventre pour faire passer des paquets de pansement, et a eu le col de sa capote troué par une balle. »

CORLIN Jean-Baptiste, né le 24 juin 1892, cultivateur, soldat au 54e Régiment d'Infanterie Coloniale.

Ordre du Régiment, le 4 mai 1917. « Bon et brave soldat, volontaire pour les missions périlleuses. Blessé grièvement par un éclat de bombe le 1er mai 1917, étant à la tranchée de première ligne. »

DÉBARBOUILLÉ Francis, né le 12 juillet 1898, instituteur, soldat au 77e Régiment d'Infanterie.

Ordre du Régiment, le 10 septembre 1918. « Au cours de la période du 16 au 26 juillet 1918 n'a cessé de se distinguer, en qualité d'agent de liaison du chef de bataillon et sous des bombardements atteignant parfois une extrême violence, par son zèle et son intrépidité. »

GENET François, né le 9 novembre 1875, cultivateur, soldat au 2e Bataillon de pionniers du 7e Régiment Territorial d'Infanterie.

Ordre de la Division, le 1er décembre 1918. Le bataillon a été cité en ces termes : « Rivalisant d'entrain, d'endurance et d'abnégation avec ses jeunes camarades de l'active, a, pendant les opérations de Champagne du 26 septembre au 9 octobre 1918, assuré sans relâche l'exécution des travaux les plus pénibles et des ravitaillements en première ligne sous de violents bombardements. A fait preuve ainsi d'un courage et d'un dévouement qui lui ont valu l'admiration de tous. »

MARTIN Étienne, né le 2 juillet 1884, employé d'hôtel, soldat au 334e Régiment d'Infanterie.

Ordre de la Division, le 2 juillet 1917. « Pendant les journées des 25 et 26 juin, s'est dépensé sans compter, montrant la plus grande bravoure et le plus complet mépris du danger. A aidé par son exemple et son action au maintien intégral des positions conquises. »

MÉNARD Eugène, né le 15 décembre 1888, typographe, sergent au 56e Régiment d'Infanterie.

1° Ordre du Régiment, le 14 avril 1917. « A participé à tous les engagements du régiment depuis le début de la campagne. Est pour tous un modèle de courage et de dévouement. »

2° Ordre du Régiment, le 12 avril 1918. « Caporal fourrier d'une haute valeur morale. Au cours de l'attaque du 4 avril 1918, a fait preuve d'un calme et d'un sang-froid tout à fait remarquables. »

3° Ordre de la Brigade, le 15 septembre 1918. « Caporal fourrier qui fait preuve en toutes circonstances du plus grand courage et du mépris du danger. A montré au cours des attaques du 18 et 20 août 1918 un cran et un entrain admirables. »

4° Ordre du Régiment, le 20 novembre 1918. « Gradé d'un courage à toute épreuve. A contribué par son audace dans l'accomplissement de missions dangereuses au succès des opérations engagées par la compagnie. »

MERLE Joseph, né le 20 mai 1895, cultivateur, soldat au 7e Régiment de Tirailleurs.

Ordre du Régiment, le 3 février 1919. « Très bon tirailleur, dévoué, brave au feu, blessé deux fois au cours de la campagne. »

MOUCAUD Jacques, né le 20 avril 1894, cultivateur, soldat au 21e Régiment de Génie.

Ordre du Régiment, le 17 novembre 1918. « Excellent sapeur. Le 15 octobre 1918, a donné un bel exemple de courage et de sang-froid en exécutant les travaux de construction de passerelle sous un violent bombardement. »

PERRUSSET Maurice, né le 30 mai 1896, dessinateur, brigadier au 213e Régiment d'Artillerie.

1° Ordre de la Mission Britannique, le 14 août 1916. « Le 25 juillet 1916 n'a pas hésité malgré la violence du bombardement à se porter à un dépôt de munitions pour y éteindre des incendies causés par le feu de l'ennemi. A donné ainsi un bel exemple de courage et de sang-froid. »

2° Ordre du Régiment, le 14 octobre 1918. « Brigadier d'une bravoure remarquable, s'est distingué le 3 juin 1918 en continuant d'assurer seul le barrage malgré un bombardement à gros calibre ; a depuis, comme chef de pièce, donné de nouveaux exemples de courage pendant la période juillet-octobre 1918. Déjà cité. »

PONSOT Marius, né le 10 février 1892, cultivateur, soldat armurier au 256e Régiment d'Infanterie.

Ordre du Régiment, le 16 mai 1916. « Mitrailleur d'un zèle et d'un sang-froid éprouvés, courageux et dévoué. Deux fois blessé (20 août 1914 et 7 novembre 1915). »

PRAVAZ Henri, né le 30 novembre 1878, industriel, capitaine au 85e Régiment d'Artillerie lourde. Chevalier de la légion d'honneur le 10 juillet 1917, 5 citations.

1° Ordre de la Division. « Excellent officier resté volontairement au front, donnant ainsi un bel exemple de dévouement. Très courageux, n'hésite pas à s'exposer pour assurer le succès des missions dont il est chargé. »

2° Ordre du Groupe d'Artillerie divisionnaire, le 6 octobre 1916. « Officier excellent, commandant sa batterie d'une manière

remarquable et très courageuse. Toujours prêt à remplir les missions les plus dangereuses. S'est fait remarquer à plusieurs reprises en allant chercher trois observations dans les lignes nouvellement conquises. »

3° Ordre de la Division, le 27 avril 1917. « Officier d'un courage et d'un allant remarquables, a su, par son courage et son sang-froid, assurer les différentes missions de sa batterie en butte pendant de longues périodes à un tir très nourri de l'artillerie ennemie. »

4° Ordre du Corps d'Armée, n° 204. « Officier courageux, plein d'allant et du moral le plus élevé. Commandant de batterie remarquable, payant de sa personne et donnant toujours l'exemple. A assuré avec un succès constant, dans les combats des 31 juillet et 16 août 1917, et leur préparation, l'exécution des nombreuses et délicates missions dont il était chargé. »

PRAVAZ JEAN, né le 27 avril 1880, capitaine au 2e Bataillon de Tirailleurs sénégalais. Chevalier de la Légion d'Honneur, médaille militaire et médaille Coloniale.

Ordre de l'Armée, le 18 février 1917. « Commandant une compagnie de première ligne au cours de l'attaque du 13 octobre 1914, a su insuffler à sa compagnie l'indomptable courage qui l'animait ; l'a conduite à l'assaut le sabre haut et est tombé glorieusement près des fils de fer allemands. »

SALLET CLAUDE, né le 30 mai 1876, cultivateur, soldat au 42e Régiment d'Infanterie.

Ordre de l'Armée, le 1er mai 1917. « Le régiment a été cité en ces termes : « Régiment de haute allure qui s'est toujours distingué en Champagne, à Verdun et sur la Somme. Dans la bataille du 16 avril, sous les ordres du lieutenant-colonel Reboul, a marché sous un violent tir de barrage sans se ralentir dans un terrain particulièrement difficile. A manœuvré sous le feu et, insensible aux pertes, atteint ses objectifs sur lesquels jour et nuit il s'est cramponné. »

2° Ordre du Régiment, le 5 septembre 1918. « Très bon soldat, animé du meilleur esprit, au front depuis le début de la campagne. Blessé par éclats de bombe au cours d'un bombardement par avions allemands le 11 août 1918. »

VILLEROT Pierre-Marie, né le 22 janvier 1876, cultivateur, soldat au 59e Régiment Territorial d'Infanterie.

Ordre du Régiment, le 15 octobre 1914. « Par sa bonne humeur et son entrain au travail, sous le feu de l'ennemi, a constamment donné l'exemple du sang-froid et du dévouement le plus complet. »

VOIR Claude, né le 5 janvier 1896, sculpteur sur bois, soldat au 43e Régiment d'Infanterie Coloniale. Médaille militaire le 5 décembre 1915.

Ordre de la Brigade, le 5 décembre 1917. « Soldat brave et courageux, d'une belle tenue au feu. A été grièvement blessé le 4 décembre 1917 en première ligne à son poste de guetteur. »

PRISONNIER

CORLIN Antoine, né le 2 octobre 1884, boulanger, soldat au 134e Régiment d'Infanterie. Interné à Dillingen (Allemagne).

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS